

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APLIX

ZI Les Relandières
44850 Le Cellier

Références : N6-2024-0483
Code AIOT : 0006301654

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement APLIX implanté ZI Les Relandières 44850 Le Cellier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du suivi pluri-annuel du site, pour la vérification de dispositions réglementaires relatives :

- à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (action nationale 2024),
- au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif aux analyses des PFAS dans les rejets aqueux d'ICPE soumises à autorisation (action nationale 2024),
- au confinement des eaux d'extinction (action régionale 2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APLIX
- ZI Les Relandières 44850 Le Cellier
- Code AIOT : 0006301654
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société APLIX exploite des installations de production de rubans auto-agrippants (tissage du textile et collage des tissus) sur la commune du Cellier.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 Gestion de crise
- Action nationale 2024 PFAS
- Action nationale 2024 Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-364 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Gestion des déchets de plastique | Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 5.1.3. | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 6 | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 10 | Précisions des mesures | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 11 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 12 | Confinement des eaux incendie – Dimensionnement | Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 13 | Confinement des eaux incendie – Organes de commande | Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 14 | Confinement des eaux incendie – Consignes | Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 15 | Rétentions associées aux stockages de produits liquides | Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 8.5.3. | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Typologie des sites industriels | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11 | Sans objet |
| 8 | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 9 | Exigences pour les prélèvements | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit développer et finaliser ses actions de prévention de perte de granulés plastiques, et justifier dans les meilleurs délais de la réalisation de l'audit externe requis à ce titre.

Des compléments sont attendus également sur le sujet des PFAS, et notamment le rapport des résultats d'analyses des trois campagnes mensuelles réalisées.

Enfin, des éléments complémentaires sont demandés concernant le confinement des eaux d'extinction, les rétentions associées au stockage de produits liquides et la prévention des envois de déchets de plastique.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Typologie des sites industriels

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement. |
| Constats : Le site est concerné par ces dispositions : <ul style="list-style-type: none">- il est déclaré pour des stockages de 709 m³ et 8 257 m³ au titre des rubriques n°2662 et 2663 de la nomenclature ICPE ;- il est susceptible de transformer des quantités de 9,13 et 3,3 tonnes/jour de matières plastiques au titre des rubriques n°2661-1 et 2661-2 de la nomenclature ICPE. Le site utilise différents types de granulés de diamètre inférieur à 1 cm, en polypropylène ou polyéthylène. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1 ^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1 ^{er} janvier 2021. |
| Constats : L'exploitant a présenté un document d'analyse des risques de dispersion de granulés plastiques, en lien avec l'analyse environnementale menée dans le cadre de la certification ISO 14001. Plusieurs zones à risque ont ainsi été identifiées : <ul style="list-style-type: none">- zones de manipulation/stockage de granulés : Magasins 1 et 2, Ateliers plastique 1 et 2, zone de déchargement de matières premières, bassin d'orage/confinement des eaux, et aire de traitement des eaux industrielles ;- zones de transport de granulés. |

Un plan d'actions a ensuite été défini (sous forme de tableau), avec plusieurs axes de travail et échéances, par exemple la limitation des déversements de granulés, les risques liés à leur transport et leur récupération en cas de fuite.

En ce qui concerne la livraison des sacs, celle de sacs percés est désormais refusée ; il a pu être vérifié que cette consigne est connue de l'agent en charge des réceptions, présent le jour de l'inspection.

En ce qui concerne le dépotage de granulés, la zone dédiée a été munie d'un bac de rétention à l'intérieur de la cavité de dépotage. En revanche, la zone de branchement des tuyaux de dépotage, qui débouche en extérieur, ne dispose pas d'équipement de récupération des granulés. Ce point est en cours d'étude au regard de la problématique des intempéries (bac de rétention non adapté car pouvant déborder en cas de pluie).

Le linéaire de caniveau collectant les eaux pluviales des quais de livraison n'est pas équipé de dispositif de récupération de granulés plastiques.

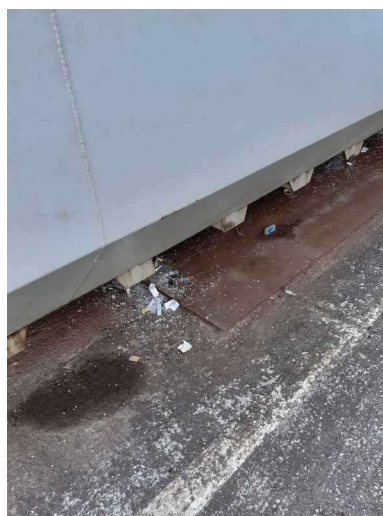
Le réseau d'eaux pluviales est relié à un séparateur d'hydrocarbures dont l'exploitant indique qu'un contrôle visuel est réalisé tous les trimestres, et une vidange tous les ans, opérations lors desquelles le repérage de granulés flottants conduit à leur récupération.

Les ateliers plastique sont munis d'aspirateurs, balais, pelles et fûts de récupération des granulés répandus accidentellement, pour élimination comme déchets. Il est prévu d'équiper les magasins de ces dispositifs. Jusqu'à tout récemment, le stockage en fût dans les ateliers n'était pas effectué, les déchets de granulés plastiques étant collectés en compacteur extérieur ou benne ouverte avec un risque de dissémination lors des opérations de récupération des déchets.

La station d'épuration est équipée de plusieurs dispositifs de récupération des boues et flottants, permettant d'après l'exploitant de récupérer d'éventuels granulés plastiques qui seraient ainsi collectés, les boues étant éliminées en déchets dangereux.

Au sein des ateliers plastique, le seul risque identifié est la dispersion via les eaux usées de nettoyage. Un dispositif de filtration sous forme de bac amovible équipé d'un filtre a été fabriqué récemment par l'exploitant ; positionné sur le regard de rejet des eaux de l'auto laveuse il permet la récupération des granulés plastiques. Ce dispositif devrait être étendu aux autres points de rejet, notamment dans l'atelier plastique.

Malgré un nettoyage datant d'environ une semaine, notamment de la zone de dépotage, des quais de livraison et du compacteur, avec environ 4 sacs de 15 kg récupérés (photos présentées par l'exploitant), le jour de l'inspection des granulés sont dispersés au sol à plusieurs endroits de cette zone. Quelques granulés sont également présents dans les boues de la station d'épuration des eaux industrielles.



| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit finaliser son analyse et son plan d'actions afin d'équiper les zones identifiées à risque d'équipements de récupération adaptés, notamment à la source, évitant que ceux-ci se retrouvent dans la station d'épuration, le bassin d'orage/confinement voire l'environnement. Il doit également justifier du nettoyage de la zone des quais/dépotage/compacteur à déchets visant à collecter et éliminer les granulés présents le jour de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D.541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D.541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Outre le plan d'identification des zones à risque, l'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une procédure pour le dépotage des granulés plastiques ; - de fiches réflexes liées à la dispersion de granulés, précisant la conduite à tenir, les équipements à disposition. Celles-ci, récentes, vont être communiquées et affichées. <p>L'exploitant indique qu'en complément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dispersion de granulés plastiques va être intégrée aux situations d'urgence avec un test prévu deux fois par an ; |

| |
|--|
| - des procédures sont en cours de rédaction concernant la livraison des sacs (refus de déchargement de palette en cas de sac percé) et l'utilisation du bac filtrant pour le rejet des eaux de l'auto laveuse. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'ensemble des procédures prévues réglementairement doit être déployé sur le site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-364 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : <p>Pour l'application du II de l'article L.541-15-11, on entend par « inspections régulières », les audits des procédures mentionnées à l'article D.541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (« European Cooperation for Accreditation », ou « EA »), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 « Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management » ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant indique que l'audit de renouvellement de la certification qualité intervenu courant novembre 2023 ayant intégré des questionnements liés au risque de dispersion des granulés plastiques, il a pensé que cet audit faisait office d'audit externe des procédures spécifiques à ce sujet. Préalablement à l'inspection, l'organisme d'audit lui ayant indiqué qu'il s'agissait d'une prestation complémentaire, il a demandé l'établissement d'un devis à un organisme d'audit. L'audit pourrait avoir lieu la semaine du 13 mai 2024.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier dans les plus brefs délais de la réalisation de cet audit externe ou a minima fournir un bon de commande pour cette prestation, avec une date d'audit proche. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°5 : Gestion des déchets de plastique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 5.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la dispersion de déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution {prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

En complément des constats précédents relatifs aux granulés de plastique, il a été observé la présence de coupons en plastique, liés à l'activité du site, au niveau de la zone des quais et du compacteur, et dans une moindre mesure au niveau du parking visiteurs.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à la prévention des envols de coupons en plastique, préciser les actions mises en œuvre en conséquence, et justifier de la récupération des déchets sur les zones concernées par le constat ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a effectué, via son logiciel d'évaluation et prévention des risques chimiques, une recherche des 28 PFAS listés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, dans ses 210 fiches de données de sécurité. Une recherche par mot clé "fluor" a également été effectuée au sein de ces FDS. Seules 3 huiles utilisées en maintenance ont des composants avec du "fluor". L'exploitant n'a pas su déterminer à ce stade si elles contiennent des PFAS.

Le même type de recherche a été fait sur les articles (granulés plastiques entre autres), aucun des 28 PFAS n'ayant été identifié.

Les fournisseurs de granulés ont été interrogés ; à ce stade l'exploitant n'a pas reçu de retour ou des retours indiquant qu'ils ne contenaient pas de PFAS.

Dans le doute, l'exploitant a fait rechercher lors des 3 campagnes de mesures mensuelles 52 substances suivant la proposition technique et commerciale du prestataire (comprenant les 20+8 PFAS listés à l'article 3 de l'arrêté ministériel, et issues de listes complémentaires proposées par le laboratoire accrédité).

Le local de stockage des produits chimiques a été visité ; en termes de quantités stockées ressortent deux produits : VINYCOL 195 UV et Acetate Ethyle Tech, deux colles/produits solvantés. La consultation après l'inspection de plusieurs fiches de données de sécurité de ces produits ne met pas en évidence la présence de PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit élargir sa recherche de PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été rejetées par ses installations :

- sur la base de données disponibles, notamment :

* base de données activités/polluants :

<https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/base-de-donnees/bd-activipoll#outil-de-recherche-bd-activipoll>

* site de l'INERIS dédié à la substitution des PFAS entre autres :

<https://substitution-perfluores.ineris.fr/fr>

* base de données de l'OCDE :

<https://www.oecd.org/chemicalsafety/portal-perfluorinated-chemicals/aboutpfass/>

* ChemSec :

<https://sinlist.chemsec.org/> et <https://pfas.chemsec.org/>

* le site <https://pfas-1.itrcweb.org/>,

- en interrogeant plus largement ses fournisseurs sur les produits ou articles passés et actuels ;

- en considérant les substances utilisées, produites ou rejetées par le passé (avant entrée en vigueur de l'arrêté du 20/06/2023), mais également celles formées par dégradation ou réaction avec une autre substance.

Il doit également préciser si les 3 huiles de maintenance identifiées contiennent effectivement des PFAS et si oui lesquelles.

Enfin, il doit également considérer le système de sprinklage du local de stockage des produits inflammables, complété par l'addition de mousse avec une réserve d'émulseur de 1890 litres (article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/01/2019), comme une source potentielle de PFAS et le considérer dans son analyse.

Il fait le bilan de ces recherches complémentaires à l'inspection des installations classées, avec transmission des justificatifs des démarches entreprises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a formulé le 21/08/2023 une demande de devis pour prélèvements et analyses de PFAS à un prestataire spécialisé.

La proposition technique et commerciale de ce prestataire est datée du 09/10/2023.

Le bon de commande de cette prestation par l'exploitant mentionne la date du 21/08/2023, ce qui est erroné ; d'après les échanges avec le prestataire cette commande est intervenue aux alentours du 12-13 octobre.

L'accueil du site a enregistré les dates de passage du prestataire en charge des prélèvements :

- 8 et 9 janvier ;
- 5 et 6 février ;
- 6 et 7 mars.

Les prélèvements ont été réalisés :

- en sortie de la station d'épuration des eaux industrielles (rejet vers la station d'épuration communale) - prélèvement 24 heures asservi au débit ;
- sur l'alimentation en eau potable du site, à titre de comparaison (1 seul prélèvement ponctuel).

Après échange avec l'exploitant, il est identifié, au regard des incertitudes sur la liste des PFAS (voir constat précédent) deux autres points de rejets susceptibles d'être concernés :

- sortie du bassin d'orage/confinement des eaux d'extinction ;
- dans une moindre mesure, le second point de rejet des eaux pluviales en entrée de site.

A ce jour l'exploitant n'a pas reçu les résultats d'analyse. Son prestataire lui indique que les délais d'analyse du laboratoire sont allongés à cause du nombre de demandes lié à l'application de l'arrêté ministériel.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit justifier de ses relances auprès de son prestataire afin de pouvoir disposer des résultats dans les meilleurs délais (date de réception prévue à préciser). |
| A réception des résultats, il conviendra d'évaluer l'opportunité de prélèvements au niveau des rejets d'eaux pluviales du site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés |
| Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : Les prélèvements ont été réalisés par IRH accrédité pour le prélèvement d'eaux résiduaires (attestation d'accréditation COFRAC N° 1-7208 rév. 1) ; les analyses sont en cours au laboratoire EUROFINs Est accrédité pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires (accréditation COFRAC N°1-0685). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°9 : Exigences pour les prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. |
| Constats : D'après la proposition d'IRH et ses dates d'intervention, le point de rejet des eaux industrielles du site a fait l'objet d'un échantillonnage sur 24 heures asservi au débit (rapport du prestataire non encore reçu). Interrogé sur la représentativité des mesures, l'exploitant a précisé que rendez-vous était pris avec le prestataire pour le premier prélèvement, mais que pour les second et troisième, il était autonome (pas de date pré-définie). La station d'épuration des eaux industrielles du site traite les eaux de l'atelier de teinturerie du site. |

| |
|---|
| <p>L'exploitant indique que les consommations d'eau permettent d'indiquer le niveau d'activité de cet atelier les jours de prélèvements. D'après le relevé journalier des consommations d'eau suivi par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prélèvement des 8 et 9 janvier : 37 m³ consommés pour 54 m³/j en moyenne en janvier ; - prélèvement des 5 et 6 février : 46 m³ consommés pour une moyenne journalière de 69 m³ en février ; - prélèvement des 6 et 7 mars : 96 m³ consommés pour une moyenne journalière de 56 m³ en mars. <p>Sur la base de ce relevé de consommation journalière d'eau, l'exploitant a pu justifier que l'atelier de teinture était en fonctionnement les jours de prélèvement et non à l'arrêt.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°10 : Précisions des mesures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le rapport d'analyses n'a pas encore été réceptionné par l'exploitant. Toutefois, les limites de quantification précisées dans la proposition technique et commerciale d'IRH, validée par Aplix, sont conformes aux dispositions ci-dessus.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A réception des résultats d'analyse l'exploitant devra confirmer le respect des dispositions ci-dessus.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas reçu les résultats des analyses des 3 campagnes mensuelles de prélèvements, malgré une première relance le 8 avril du prestataire ayant sous-traité les analyses.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de ses démarches de relance du prestataire et du laboratoire, et déclarer sous l'application GIDAF les résultats d'analyses dès réception, et dans l'intervalle préciser la date de réception prévue des résultats.</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°12 : Confinement des eaux incendie – Dimensionnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction</p> <p>Article 7 - Protection des milieux récepteurs (bassin de régulation et de confinement) Les dispositions figurant à l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2013 sont annulées et remplacées par les suivantes :</p> <p>En complément des dispositions du titre 4 du présent arrêté, le site dispose d'un bassin étanche d'un volume minimal de 3080 m³ dont les fonctions sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - recueillir les eaux susceptibles d'être polluées (voiries notamment), - confiner les eaux d'extinction d'un incendie, - réguler le débit de fuite des eaux pluviales. <p>[...] En situation accidentelle, si le volume du bassin est insuffisant pour contenir les eaux d'extinction, le confinement s'effectue, de façon complémentaire au confinement dans le bassin susvisé, dans le réseau de canalisations des eaux pluviales et dans la zone de quai. Le fonctionnement de ces rétentions complémentaires est expliqué dans une consigne qui indique quelles sont les vannes à fermer et quand les fermer. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Le bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction est le jour de l'inspection vide ou quasi vide, et donc apte à collecter le volume théorique d'eaux d'extinction. Toutefois, le fond du bassin est occupé par des roseaux, posant la question de l'étanchéité du bassin.</p> <p>En cas de nécessité d'un volume de confinement complémentaire au bassin, l'exploitant a désigné une vanne permettant de couper l'arrivée d'eau principale dans le bassin (diamètre 1000 ou 1200 mm), et permettant une montée en charge du réseau correspondant en amont. Toutefois, il est identifié une autre canalisation d'arrivée d'eau dans le bassin (de diamètre bien inférieur à la canalisation principale); l'exploitant a émis un doute sur l'existence d'une seconde vanne permettant de couper cette voie d'alimentation du bassin et la montée en charge du réseau correspondant.</p> |
|  |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

L'exploitant doit procéder au nettoyage du bassin de confinement des eaux d'extinction et justifier de son étanchéité. Il est également demandé de préciser les modalités de coupure d'alimentation du bassin via la canalisation de plus petit diamètre, évitant un éventuel débordement du bassin si le volume de celui-ci ne suffisait pas au confinement de l'ensemble des eaux d'extinction en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°13 : Confinement des eaux incendie – Organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.

Article 7 - Protection des milieux récepteurs (bassin de régulation et de confinement) [...]

À sa sortie, le bassin est équipé d'un dispositif d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. Une personne formée à son utilisation est présente en permanence.

En situation accidentelle, si le volume du bassin est insuffisant pour contenir les eaux d'extinction, le confinement s'effectue, de façon complémentaire au confinement dans le bassin susvisé, dans le réseau de canalisations des eaux pluviales et dans la zone de quai. Le fonctionnement de ces rétentions complémentaires est expliqué dans une consigne qui indique quelles sont les vannes à fermer et quand les fermer. Ces vannes sont régulièrement testées et entretenues. Elles sont maintenues en état de marche, signalées et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Une personne formée à leur utilisation est présente en permanence.

Constats :

La sortie du bassin de confinement est bien équipée d'une vanne d'obturation ; les personnes présentes le jour de l'inspection, représentant le service Santé-Sécurité-Environnement et le service Infrastructures, ont été en mesure d'actionner cette vanne via le matériel mis à disposition à proximité sur le grillage d'enceinte du bassin. A également pu être engagée la fermeture de la vanne d'alimentation principale du bassin, actionnée dans le cas où la capacité maximale du bassin est atteinte.



Ce matériel et les vannes ne sont en revanche pas signalés sur place, et le temps de fermeture des

| |
|---|
| vannes est conséquent (40 à 200 tours de canne à effectuer manuellement avant la complète fermeture). |
| Les consignes d'actionnement de ces vannes et le personnel en charge de ces opérations sont décrits dans la fiche réflexe Évacuation n°FA6c. L'exploitant précise qu'en journée au moins une personne du service Infrastructures concerné est présente, les chefs d'équipe étant susceptibles d'intervenir de nuit ou le week-end. |
| La communication de ces consignes au personnel concerné et les formations n'ont pas été tracées. L'exploitant précise qu'un exercice incendie prévu en juin 2024 inclura le test de ces équipements ; l'exercice 2023 n'a pas permis de le faire ; les documents relatifs à l'exercice du 14/09/2022 ne permettent pas de justifier que ce test a été effectué. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Suite au constat ci-dessus, l'exploitant doit justifier : |
| - du respect des dispositions rappelées ci-dessus, |
| - que la durée de fermeture des vannes de confinement par le personnel concerné, pénalisante du fait de leur mode d'actionnement (durée à préciser selon une hypothèse favorable et selon une hypothèse défavorable) permet en toutes circonstances le confinement des eaux d'extinction sur le site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°14 : Confinement des eaux incendie – Consignes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2019, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Prescription contrôlée : |
| Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. |
| Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. |
| À sa sortie, le bassin est équipé d'un dispositif d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. Une personne formée à son utilisation est présente en permanence. En situation accidentelle, si le volume du bassin est insuffisant pour contenir les eaux d'extinction, le confinement s'effectue, de façon complémentaire au confinement dans le bassin susvisé, dans le réseau de canalisations des eaux pluviales et dans la zone de quai. Le fonctionnement de ces rétentions complémentaires est expliqué dans une consigne qui indique quelles sont les vannes à fermer et quand les fermer. Ces vannes sont régulièrement testées et entretenues. Elles sont maintenues en état de marche, signalées et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Une personne formée à leur utilisation est présente en permanence. |
| Constats : |
| Les consignes d'actionnement des deux vannes décrites aux constats précédents sont décrits dans la fiche réflexe Évacuation n°FA6c. |
| Toutefois, les modalités d'entretien et de test des dispositifs de confinement ne sont pas écrites. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit justifier de l'existence de l'ensemble des consignes prévues par les dispositions réglementaires décrites ci-dessus. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°15 : Rétentions associées aux stockages de produits liquides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 8.5.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions associées aux stockages des liquides dans le local dédié |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les produits liquides, notamment inflammables, sont stockés sur le site dans un local dédié en racks sur 3 étages, sous forme de fûts et GRV notamment. Seul l'étage inférieur est muni d'une rétention, et celle-ci n'est manifestement pas suffisante en plusieurs endroits du stockage pour respecter les dispositions ci-dessus.</p> <div data-bbox="233 1066 663 1635" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="711 1066 1142 1635" data-label="Image"> </div> <p>L'exploitant indique que des rétentions supplémentaires doivent être ajoutées prochainement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la mise en adéquation des rétentions avec les capacités de stockage des produits liquides dans ce local dédié.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |